

La question soulevée par le député est la question de la surpêche au-delà de la zone économique canadienne, dans la partie des Grands Bancs située en territoire international. La surpêche est pratiquée par les pays européens, surtout l'Espagne et le Portugal, au mépris des règles de la *Northwest Atlantic Fisheries Organization* qui fixe les quotas et administre ces stocks. Le Canada déplore la surexploitation éhontée des ressources halieutiques de la région.

Aujourd'hui même, je dois rencontrer les ministres des Pêches de l'Atlantique afin de déterminer comment nous pourrions accélérer la mise en oeuvre des initiatives prévues dans un plan destiné à mettre fin à cette violation flagrante de nos principes de bonne conservation des stocks. Nous avons déjà interdit nos ports et aboli des quotas dans les eaux canadiennes et nous prévoyons prendre d'autres mesures pour mettre fin à cette surexploitation outrancière de nos ressources.

LES DROITS DE DOUANE SUR LES BOISSONS ALCOOLISÉES

M. George Baker (Gander—Grand Falls): Monsieur le Président, bien sûr que je sais distinguer la tête de la queue. J'aimerais signaler à l'honorable ministre que la CEE est en train de piller nos ressources à la tête des Grands Bancs et qu'on laisse les Américains pêcher à leur guise à la queue de ces Grands Bancs; nous nous faisons donc plumer de la tête à la queue.

Des voix: Bravo!

M. Baker: J'aimerais poser une question au ministre. Le gouvernement ne se rend-il pas compte que le Canada a perdu le respect dont il jouissait à l'échelle internationale parce que nous n'avons pas la volonté de protéger nos ressources dans le secteur de la pêche?

Le gouvernement ordonnera-t-il, aujourd'hui même, à ses négociateurs, qui prendront part cet après-midi à une rencontre avec les représentants de la CEE portant sur le vin, la bière et les spiritueux, de faire savoir à la CEE que nous serons prêts à discuter des droits de douane applicables à leurs boissons alcoolisées lorsqu'elle aura réduit ses quotas de pêche en territoire canadien?

L'hon. Thomas Siddon (Ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, l'honorable député sait très bien quel effet cela aurait si on liait une question de gestion des pêches à une autre question commerciale.

L'honorable député sait aussi fort bien que le gouvernement a pris des mesures rigoureuses pour mettre un terme à l'utilisation abusive que les Européens faisaient de nos bancs de poissons dans la zone canadienne de 200 milles, mais les bancs dont il est question ici ne ressortissent pas au Canada d'un point de vue administratif.

L'honorable député sait que nous avons retiré les privilèges d'escale, fait cesser les ventes de bord à bord et refusé à ces pays européens rebelles l'autorisation de

pêcher en eaux canadiennes quelque quantité de quelque poisson que ce soit et que nous continuerons d'exercer des pressions de plus en plus fortes pour que cessent ces pratiques très regrettables de la part de la Communauté européenne.

* * *

L'AGRICULTURE

LE PROGRAMME D'AIDE AUX AGRICULTEURS VICTIMES DE LA SÉCHERESSE

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Le ministre se souvient, sans doute, que seulement 10 jours avant le déclenchement des élections, le gouvernement a annoncé un programme d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse qui était censé ajouter 10 p. 100 aux versements au titre de l'assurance-récolte et qui devait coûter environ 850 millions de dollars au gouvernement.

Puisque le gouvernement est censé avoir retardé l'annonce de ce programme pour s'assurer qu'il serait prêt à appliquer immédiatement, le ministre peut-il expliquer pourquoi il n'a pas encore été mis sur pied, pourquoi les zones touchées par la sécheresse n'ont pas encore été délimitées et pourquoi on demande maintenant aux premiers ministres des provinces des Prairies de verser des fonds qui sont censés avoir déjà été engagés par le gouvernement fédéral?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je regrette que le député nous désapprouve d'avoir annoncé un programme de soutien pour les agriculteurs qui font face à de graves difficultés par suite d'une sécheresse.

Le soutien que nous avons accordé aux agriculteurs pour lutter contre la sécheresse, les sauterelles, la chute des prix et que sais-je encore a été assez bon; je dirais même qu'il est inférieur à nul autre.

Nous avons fait une promesse et nous la tiendrons.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, voici ma question supplémentaire. Étant donné que les candidats conservateurs auxquels les agriculteurs des Prairies ont fait mordre la poussière, ont dit après avoir été défaits que cette région ne pourrait plus obtenir d'argent, le ministre pourrait-il nous dire si c'est là la politique de son gouvernement? Serait-ce là la raison pour laquelle son gouvernement n'a pas mis en oeuvre de programmes pour venir en aide aux agriculteurs aux prises avec la sécheresse dans les Prairies, ainsi qu'il l'avait promis au cours de la campagne électorale?